

**Accord professionnel**

**BANQUE POPULAIRE**

ACCORD DU 3 MARS 2011  
RELATIF AUX SALAIRES POUR L'ANNÉE 2011

NOR : ASET1150461M

Les parties signataires réunies dans le cadre de la négociation annuelle obligatoire prévue au niveau des branches professionnelles par l'article L. 2241-1 du code du travail, et à la suite de trois réunions tenues le 15 décembre 2010 et les 3 et 23 février 2011, sont convenues des mesures qui suivent.

**PRÉAMBULE**

En optant pour la définition de mesures salariales différenciées selon le niveau de rémunération des salariés, les parties signataires ont souhaité signifier l'attention toute particulière qu'elles ont portée lors de l'élaboration desdites mesures aux collaborateurs de la branche Banque populaire disposant des rémunérations les moins élevées.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le champ d'application de l'accord comprend l'ensemble des entreprises du réseau des Banques populaires mentionné à l'article 5-I de la loi n° 2009-715 du 18 juin 2009 relative à l'organe central des caisses d'épargne et des banques populaires.

**Article 2**

*Salaire de référence*

Le salaire de référence est égal au salaire annuel de base conventionnel constaté au mois de février 2011 pour un temps plein.

**Article 3**

*Mesures salariales*

Les bénéficiaires des mesures salariales visées au présent article sont les salariés des entreprises susvisées des niveaux de classification A à K inclus, inscrits à l'effectif des entreprises définies à l'article 1<sup>er</sup> au 31 décembre 2010 et au 1<sup>er</sup> mars 2011 :

Au 1<sup>er</sup> mars 2011, une mesure salariale d'un montant de 250 € bruts est versée aux salariés dont le salaire de référence est au plus égal à 70 000 € pour un temps plein.

Le montant de cette mesure est calculé proportionnellement au temps de travail des salariés.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, ce montant est intégré dans le salaire de base annuel des salariés bénéficiaires.

A partir du 1<sup>er</sup> mars 2011, les salaires de base annuels temps plein sont augmentés de :

- 250 € bruts annuels pour les salariés dont le salaire de référence est au plus égal à 30 000 € pour un temps plein ;
- 200 € bruts annuels pour les salariés dont le salaire de référence est supérieur à 30 000 € et au plus égal à 70 000 € pour un temps plein.

Ainsi, en pratique, au titre de la NAO de branche 2011, ces mesures aboutissent à une augmentation pérenne de 500 € ou 450 € du salaire de base annuel des salariés.

**Article 4**

*Calendrier de négociation de la CPBP*

Les parties signataires conviennent de la fixation d'un calendrier d'ouverture de négociations sur les thèmes suivants :

- égalité entre les femmes et les hommes : avant fin avril 2011 ;

- salaires minima de branche : avant fin mai 2011 ;
- régime supplémentaire de retraite collective : avant fin septembre 2011.

### **Article 5**

#### *Durée et date d'entrée en vigueur*

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée à compter de sa signature et jusqu'au 31 janvier 2012.

### **Article 6**

#### *Demande de révision*

Tout signataire peut demander la révision du présent accord, conformément à l'article L. 2261-7 du code du travail. Cette demande doit être notifiée aux autres signataires par lettre recommandée, avec avis de réception. Cette lettre doit comporter les points concernés par la demande de révision et être accompagnée de propositions écrites.

Les négociations concernant cette demande devront s'ouvrir au plus tard dans un délai de 3 mois à compter de la réception de la demande de révision.

Le présent accord est notifié par l'organe central à l'ensemble des organisations syndicales.

### **Article 7**

#### *Dépôt de l'accord*

Conformément aux dispositions prévues aux articles L. 2231-6, D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, le présent accord sera déposé par l'organe central en double exemplaire, dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique, auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Un exemplaire de ce texte sera également remis par l'organe central au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 3 mars 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

BPCE.

#### **Syndicats de salariés :**

CFDT ;

CFTC ;

CGT-FO ;

UNSA.